



"Questionnaire sur la diversité"

Délirant, illégal et inacceptable

L'Union Départementale Force Ouvrière a pris connaissance avec consternation d'un "questionnaire sur la diversité" de 21 pages et 68 questions à destination des écoliers du primaire à partir de 8 ans et du secondaire.

A travers ce questionnaire élaboré par l'ESPE à la demande de l'Assemblée de Corse, on a voulu "interroger" les enfants de l'Île pour connaître les opinions philosophiques, culturelles et religieuses de leurs familles mais aussi leurs pratiques linguistiques, alimentaires ou vestimentaires. Il leur est encore demandé d'indiquer leur destination quand ils se rendent à l'étranger. Il est même demandé à l'enfant s'il se sent plus en sécurité en Corse ou sur le Continent et ce qu'il doit "*oublier pour être accepté en France*" (questions 62 à 64) !

Cette enquête est inacceptable parce qu'à travers un fichage systématique, elle vise à décomposer la société en plusieurs communautés distinctes ne pouvant aboutir qu'à la déclinaison de droits différents d'une communauté à l'autre.

Elle est inacceptable parce qu'elle entend utiliser les enfants pour recueillir des informations sur les orientations culturelles, culturelles et politiques de leurs parents.

Elle est inacceptable parce qu'elle entend instrumentaliser l'école pour répondre à une commande politique sans lien direct avec l'enseignement ou l'éducation.

Elle constitue en outre une atteinte au principe de laïcité de la République selon lequel les convictions religieuses doivent être renvoyées dans la sphère de la vie privée.

Elle remet aussi en cause la neutralité des fonctionnaires de l'Education nationale.

L'UD FO est scandalisée par ces méthodes et s'oppose avec force à de tels agissements qui ne peuvent qu'aboutir à une société multiconfessionnelle caractérisée par des tensions et des affrontements permanents.

L'UD FO s'inquiète également de ce que les autorités académiques aient pu envisager un seul instant de faire circuler ce questionnaire transformant ainsi les enseignants en service de renseignements, bien loin de leur tâche essentielle : la transmission de connaissances.

Devant l'insistance de certains à vouloir malgré tout diffuser cette enquête, ou une autre équivalente, l'Union Départementale FORCE OUVRIERE appelle les enseignants à ne pas se plier à une telle pratique et leur apporte par avance son soutien.